

L'an deux mil vingt-deux, le onze mars à quatorze heures, le Comité Syndical du syndicat mixte du Point Fort, s'est assemblé à la salle de réunion de son siège sis Hôtel Bled – 50620 CAVIGNY, sous la présidence de M. Laurent PIEN, Président.

Délégués titulaires présents : Mesdames et Messieurs Charly VARIN (à partir de la délibération n°2022-11), Pascal RENOUF, Nicolas GUILLAUME (Villedieu Intercom) ; Corinne CLEMENT, Aurélie GIGAN (CC Coutances Mer et Bocage) ; Marie-Agnès HEROUT, Chantal LELAVECHEF, Michel LEBLANC (CC Baie du Cotentin) ; Christophe GILLES (CC Côte Ouest Centre Manche) ; Éric FOLLAIN, Virginie METRAL, Jacques CLAIRAUX, Dominique QUINETTE, Laurent PIEN, Pascal LANGLOIS, Jean-Yves LETESSIER, Antoine AUBRY, Evelyne MASSICOT, Philippe BRIARD, Jérôme VIRLOUVET (jusqu'à la délibération n°2022-11), Valentin GOETHALS (Saint-Lô Agglo).

Pouvoirs : M. Loïck ALMIN a donné pouvoir à M. Christophe GILLES (CC Côte Ouest Centre Manche).

Délégués excusés : Mesdames et Messieurs Céline LAUTOUR, Hubert LHONNEUR, Valérie MILLOT (CC Baie du Cotentin) ; Loïc RENIMEL, Nicole GODARD, Morgane BUISSON, Sylvie LEBLOND, Claude JAVALET, Patrick SIMON, Denis LECLUZE, Lydie BROTON (Saint-Lô Agglo) ; Pierre VOGT (CC Coutances Mer et Bocage) ; Michel LHULLIER, Jean LE BEHOT, Samuel PACEY (Villedieu Intercom) ; Damien PILLON (CC Côte Ouest Centre Manche).

| | |
|---|---|
| Nombre de délégués en exercice | 38 |
| Nombre de délégués titulaires présents | 20 (21 pour la délibération n°2022-11) |
| Nombre de délégués suppléants présents | 0 |
| Nombre de pouvoirs | 1 |
| Nombre de votants | 21 |

Le quorum est atteint. Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire de séance pris au sein du comité syndical. M. Antoine AUBRY a été désigné pour remplir cette fonction.

M. Pien remercie de sa présence M. Matthieu Le Blond, de la DDFIP de la Manche, et conseiller aux décideurs locaux.

1. Approbation du procès-verbal du comité syndical du 4 février 2022

Le compte rendu est approuvé à l'unanimité.

2. Affaires en cours

- Etude KPMG-phase 1

Pour répondre à la demande de certains EPCI qui ne sont pas membres du syndicat mixte pour l'ensemble de leur périmètre intercommunal, le Point Fort Environnement a engagé :

- une étude sur les conditions financières et patrimoniales d'un retrait intégral du syndicat mixte du Point Fort
- une étude sur les conditions financières et patrimoniales d'une restitution des déchetteries à chaque EPCI membre

Cette phase 1 sera présentée par KPMG :

- en réunion de Bureau du 25 mars 2022
- aux présidents d'EPCI et services de la Préfecture courant avril (date non arrêtée à ce jour)

Un point sera fait lors du prochain comité syndical. Cette étude doit pouvoir éclairer le choix des EPCI.

- **PLPDMA (Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés)**

Ce programme est obligatoire depuis 2015. A ce jour, aucune collectivité adhérente n'a élaboré de PLPDMA. Une réflexion est menée pour mutualiser l'élaboration de ce programme, au sein du Point Fort Environnement.

Un courrier est en cours d'envoi aux EPCI membres pour étudier l'opportunité de mettre en œuvre ce PLPDMA à l'échelle du territoire du syndicat et savoir lesquels sont intéressés.

Une réunion de présentation des enjeux est prévue le 7 avril.

Mme Hérout rappelle que l'existence d'un PLPDMA est une condition pour bénéficier de certaines subventions.

M. Virlovet pose la question d'une réflexion départementale. M. Varin indique que ce projet n'a pas été retenu.

- **Mise en ligne du nouveau site Internet du Point Fort Environnement**

Mme Clément, vice-présidente en charge de la communication indique que le nouveau site Internet pointfortenvironnement.fr est en ligne. Elle remercie IPSO qui a réalisé la charte graphique et l'architecture du site. Ce site reprend des informations institutionnelles, les missions du syndicat, la sensibilisation, une cartographie des points de tri... Il n'est pas encore totalement abouti, il va encore évoluer. De nouveaux mini-films seront en ligne prochainement. Ce doit être aussi un lien entre les EPCI adhérents et le Point Fort Environnement.

M. Goethals indique qu'un bot, sorte de robot conçu pour converser avec les utilisateurs pourrait être adapté pour les questions sur le tri.

3. Information sur les décisions prises par délégation

• **25/02/2022 - Décision de Bureau n°2022-03 : Marché n°2021/04 – Marché de collecte des conteneurs à verre sur le territoire du syndicat mixte du Point Fort**

Lot 1 appelé « Secteur 1 » : SPHERE pour un montant de 249 210 euros HT maximum pour 3 ans, reconductions incluses ;

Lot 2 appelé « Secteur 2 » : SPHERE pour un montant de 340 860 euros HT maximum pour 3 ans reconductions incluses.

• **22/02/2022 - Décision du Président n°2022-05 : Cession de gré à gré d'une benne**

4. Délibération n°2022-08 : Création de trois postes d'adjoints techniques territoriaux pour accroissement temporaire d'activité

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment les articles 3, 1° et 34,

Vu le décret n°2015-1912 du 29 décembre 2015 portant diverses dispositions relatives aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Considérant l'accroissement d'activité au service déchetteries et la mise en place de binômes,

Le Président, propose de créer trois postes pour accroissement temporaire d'activité. Il s'agit de trois postes d'adjoints techniques territoriaux à temps complet (35h00), pour une durée de 6 mois,

Les agents contractuels seront rémunérés par référence à la grille indiciaire afférente au grade d'adjoint technique territorial.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le comité syndical autorise le Président à signer tous actes, pièces et documents relatifs au recrutement de trois adjoints techniques territoriaux à temps complet dans le cadre d'un contrat à durée déterminée de six mois.

Les dépenses prévues à ces postes sont prévues à l'article 012 du BP 2022.

5. Délibération n°2022-09 : Dépôt de candidature pour l'appel à projet CITEO relatif à l'extension des consignes de tri – phase simplifiée

Le syndicat mixte du Point Fort dispose de la compétence traitement des déchets ménagers. Dans ce cadre, il traite les déchets issus de la collecte sélective (papier, verre et emballages).

L'extension des consignes de tri (ECT) est un projet national qui vise à simplifier le geste de tri en permettant aux habitants de trier tous leurs emballages ménagers en plastique. Le cadre réglementaire de son déploiement a par ailleurs été précisé en 2015 au travers de la Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV), puis en 2020 avec la Loi AGECL (Anti Gaspillage pour une Économie Circulaire), toutes deux prescrivant son déploiement sur le territoire national d'ici le 31 décembre 2022.

CITEO est l'éco-organisme en charge du recyclage des emballages et papier en France. Dans ce cadre, il est proposé de répondre à l'appel à projets de CITEO, relatif à l'extension des consignes de tri – phase simplifiée - avec un dépôt de candidature en février 2022 et une mise en œuvre au plus tard le 31 décembre 2022.

Vu la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV),

Considérant que l'extension des consignes de tri consiste à simplifier le geste de tri en permettant le tri de tous les papiers et de tous les emballages en plastique,

Considérant que CITEO accompagne les collectivités dans leur souhait de passer à l'extension des consignes de tri au travers d'appels à candidature,

Considérant que cet appel à candidature permet de s'inscrire dans la stratégie nationale de déploiement des extensions des consignes de tri, avec comme échéance une mise en place opérationnelle au plus tard au 31 décembre 2022,

Considérant que cet appel à candidature permet également de prétendre à un soutien bonifié sur les tonnages de matières plastiques recyclées, en passant de 600 € par tonne à 660 € par tonne,

Considérant le passage en extension des consignes de tri de Saint-Lô Agglo et de la CC Côte Ouest Centre Manche depuis le 1er janvier 2022,

Considérant que les communautés de communes Coutances Mer et Bocage, Villedieu Intercom et Baie du Cotentin n'ont pas encore mis en place l'extension des consignes de tri,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le comité syndical :

- **approuve le dépôt de candidature à l'appel à projet CITEO relatif à l'extension des consignes de tri – phase simplifiée du mois de février 2022 - pour les communautés de communes de Coutances Mer et Bocage, Villedieu Intercom et Baie du Cotentin,**
- **autorise le Président à signer tout document afférent.**

6. Présentation du compte administratif 2021 :

La note de présentation brève et synthétique a été envoyée aux délégués avec la convocation. Un diaporama est présenté mettant en avant les points clés du compte administratif 2021, et notamment les écarts significatifs par rapport au budget primitif (BP) qui avait été voté pour 2021.

■ SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES :

| | BP 2021 + DM | CA 2021 | Ecart |
|--|------------------|------------------|------------------|
| DEPENSES | | | |
| 011 - Charges à caractère général | 6 527 K€ | 4 758 K€ | -1 770 K€ |
| 012 - Charges de personnel | 4 306 K€ | 4 137 K€ | -169 K€ |
| 65 - Autres charges de gestion courante | 296 K€ | 278 K€ | -17 K€ |
| 66 - Charges financières | 2 191 K€ | 2 130 K€ | -61 K€ |
| 67 - Charges exceptionnelles | 2 K€ | 1 K€ | -1 K€ |
| 68 - Dotations aux provisions | 2 255 K€ | 2 250 K€ | -5 K€ |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 15 576 K€ | 13 554 K€ | -2 023 K€ |
| 042 / 6681 - Indemnité pour remboursement anticipé d'emprunt | 1 704 K€ | 1 653 K€ | -51 K€ |
| 042 / 6761 - Différences sur réalisation | 0 K€ | 5 K€ | 5 K€ |
| 042 / 6811 - Dotations aux amortissements des immobilisations | 2 303 K€ | 2 298 K€ | -5 K€ |
| 042 / 6862 - Dotations aux charges financières | 1 675 K€ | 1 674 K€ | -0 K€ |
| Opérations d'ordre | 5 682 K€ | 5 630 K€ | -51 K€ |
| TOTAL Dépenses de fonctionnement | 21 258 K€ | 19 184 K€ | -2 074 K€ |

La section de fonctionnement affiche un total de dépenses de 19 184 K€, soit 2 074 K€ de dépenses en moins que la prévision budgétaire. Cette économie de dépenses provient notamment :

- De la non reprise du process de méthanisation en mode dégradé qui a généré :

- des économies de charges d'entretien et de prestations de services pour 530 K€,
- des économies d'énergies pour 250 K€,
- des économies d'analyses pour 53 K€,
- des économies de personnel pour 269 K€.

- D'une TGAP à reverser moins élevée que prévue du fait, notamment, de l'absence de tonnages de DIB traités à l'ISDND en 2021 (contre 11 000 t budgétées), soit -465 K€ de TGAP.

- de la renégociation de 3 emprunts qui ont allongé la durée de remboursement de cet emprunt mais réduit les charges d'intérêt de 61 K€ en 2021.

■ SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES :

| | BP 2021 + DM | CA 2021 | Ecart |
|--|------------------|------------------|----------------|
| RECETTES | | | |
| 013 - Atténuation de charges | 250 K€ | 273 K€ | 23 K€ |
| 70 - Produits des services | 3 053 K€ | 1 916 K€ | -1 137 K€ |
| 74 - Participations des communes | 10 448 K€ | 10 446 K€ | -2 K€ |
| 74 - Participations autres organismes | 1 838 K€ | 2 073 K€ | 235 K€ |
| 75 - Autres produits de gestion courante | 22 K€ | 47 K€ | 25 K€ |
| 76 - Produits financiers | 2 959 K€ | 2 959 K€ | 0 K€ |
| 77 - Produits exceptionnels | 30 K€ | 65 K€ | 35 K€ |
| Recettes réelles de fonctionnement | 18 601 K€ | 17 779 K€ | -821 K€ |
| 042 / 777 - Quote-part des subventions | 152 K€ | 152 K€ | -0 K€ |
| 042 / 7811 - Reprises sur amortissement des immobilisations | 0 K€ | 17 K€ | 17 K€ |
| 042 / 796 - Transferts de charges financières | 1 704 K€ | 1 653 K€ | -51 K€ |
| Opérations d'ordre | 1 856 K€ | 1 822 K€ | -34 K€ |
| TOTAL Recettes de fonctionnement | 20 456 K€ | 19 601 K€ | -855 K€ |

La section de fonctionnement affiche un total de recettes de 19 601 K€, soit 855 K€ de recettes en moins que la prévision budgétaire. Cette perte de recettes provient notamment de :

- l'absence de tonnages de DIB traités à l'ISDND en 2021 (11 000 t budgétés), soit -1 445 K€ de recettes ; M. Pien rappelle que le traitement de DIB constitue une variable d'ajustement budgétaire. Le budget 2021 n'a pas nécessité de recettes de DIB, aussi il a été privilégié de préserver les capacités de stockage de l'ISDND.

- l'absence de recettes biodéchets du fait du non redémarrage de l'unité de méthanisation en mode dégradé, soit -270 K€.

A noter que cette perte de recettes a été pour partie compensée :

- à hauteur de 681 K€, par la reprise des cours des matières premières et donc des prix de rachat de la ferraille, du carton et des matériaux de la collecte sélective notamment ;

- à hauteur de 235 K€ par de meilleures recettes en provenance des éco-organismes (CITEO notamment).

La participation des communes a représenté 10 446 K€, incluant les 34% d'augmentation. Elle a été répartie sur les EPCI en prenant en compte pour partie leur population et pour partie leur production d'ordures ménagères résiduelles.

| | 2021 | | Population municipale | kg d'OM / hab | Montant | |
|--|------------------|--------------------------|-----------------------|---------------|-----------|-------------|
| Participation de base | 7 519 K€ | | | | | |
| Financement du plan de provisionnement des IRA | 1 750 K€ | Saint-Lô agglo | 75 972 | 201 kg | 6 897 K€ | 91 € / hab |
| | | Baie du Cotentin | 13 630 | 254 kg | 1 360 K€ | 100 € / hab |
| TGAP | 1 105 K€ | Coutances Mer et Bocage | 5 817 | 125 kg | 452 K€ | 77 € / hab |
| Taxe foncière | 72 K€ | Côte Ouest Centre Manche | 5 571 | 180 kg | 486 K€ | 87 € / hab |
| TOTAL | 10 446 K€ | Villedieu Intercom | 15 669 | 138 kg | 1 251 K€ | 80 € / hab |
| En € / habitant | 89 € / hb | | 116 659 | 194 kg | 10 446 K€ | 89 € / hab |

■ SECTION DE FONCTIONNEMENT – RESULTAT 2021 :

Le résultat de l'exercice s'élève à +417 K€ (contre -802 K€ prévus au budget), soit un écart favorable de 1 219 K€.

| | BP 2021 + DM | CA 2021 | Ecart |
|---|------------------|------------------|-------------------|
| TOTAL Dépenses de fonctionnement | 21 258 K€ | 19 184 K€ | - 2 074 K€ |
| TOTAL Recettes de fonctionnement | 20 456 K€ | 19 601 K€ | - 855 K€ |
| Résultat section de fonctionnement | -802 K€ | 417 K€ | + 1 219 K€ |

Le résultat reporté s'élève à 2 672 K€ (contre 1 710 K€ prévus au budget), soit un écart favorable de 962 K€.

| | | | |
|--|-----------------|-----------------|---------------|
| 002 - Résultat reporté - début d'exercice | 2 254 K€ | 2 254 K€ | 0 K€ |
| Résultat de la section de fonctionnement | -802 K€ | 417 K€ | 1 219 K€ |
| 023 - Virement à la section d'investissement | 257 K€ | 0 K€ | -257 K€ |
| 002 - Résultat reporté - fin d'exercice | 1 710 K€ | 2 672 K€ | 962 K€ |

Le Président indique que l'année a été extrêmement difficile, mais que l'on passe d'un résultat budgétaire prévu de -800 K€ à un résultat de +417 K€. Les décisions ont été difficiles à prendre. M. Pien remercie les membres du Bureau et du comité syndical pour les choix qui ont été faits, ainsi que les services, qui ont permis des prises de décision éclairées. Il faut néanmoins rester vigilants pour les années à venir. Ce résultat conforte les choix de l'Etat et l'avenir de ce service public, qui peut être envisagé un peu plus sereinement. Il remercie aussi les EPCI qui ont accepté la hausse de participation en 2021 de 34%.

SECTION D'INVESTISSEMENT :

| | BP 2021 + DM | CA 2021 | Ecart |
|---|------------------|------------------|------------------|
| DEPENSES | | | |
| 13 - Subvention d'investissement | 50 K€ | 50 K€ | 0 K€ |
| 1641 - Remboursement d'emprunts | 3 045 K€ | 3 037 K€ | -9 K€ |
| 166 - Refinancement de dette | 4 941 K€ | 4 941 K€ | 0 K€ |
| 20 à 23 - Dépenses d'équipement | 2 449 K€ | 1 241 K€ | -1 208 K€ |
| 275 - Dépôts et cautionnements | 3 K€ | 3 K€ | 0 K€ |
| Dépenses réelles d'investissement | 10 487 K€ | 9 271 K€ | -1 217 K€ |
| 040 / 13 - Subventions d'investissement | 152 K€ | 152 K€ | -0 K€ |
| 040 / 281758 - Autres installations, matériel et outillages | 0 K€ | 17 K€ | 17 K€ |
| 040 / 4817 - Pénalités | 1 704 K€ | 1 653 K€ | -51 K€ |
| Opérations d'ordre | 1 856 K€ | 1 822 K€ | -34 K€ |
| 041 / Opérations patrimoniales | 9 K€ | 9 K€ | 0 K€ |
| TOTAL Dépenses d'investissement | 12 352 K€ | 11 102 K€ | -1 251 K€ |

| | BP 2021 + DM | CA 2021 | Ecart |
|---|------------------|------------------|-----------------|
| RECETTES | | | |
| 10222 - FCTVA | 207 K€ | 205 K€ | -2 K€ |
| 13 - Subventions d'investissement | 191 K€ | 191 K€ | 0 K€ |
| 166 - Refinancement de dette | 4 941 K€ | 4 941 K€ | 0 K€ |
| 23 - Immobilisations en cours (avances) | 6 K€ | 0 K€ | -6 K€ |
| Recettes réelles d'investissement | 5 345 K€ | 5 337 K€ | -8 K€ |
| 040 / 28 - Amortissements des immobilisations | 2 303 K€ | 2 298 K€ | -5 K€ |
| 040 / 4817 - Pénalités de renégociation dette | 1 677 K€ | 1 674 K€ | -2 K€ |
| 040 / 1641 - Emprunts en euros | 1 704 K€ | 1 653 K€ | -51 K€ |
| 040 / 192 - Plus-values de cessions | 0 K€ | 5 K€ | 5 K€ |
| Opérations d'ordre | 5 684 K€ | 5 630 K€ | -53 K€ |
| 041 / Opérations patrimoniales | 9 K€ | 9 K€ | 0 K€ |
| TOTAL Recettes d'investissement | 11 037 K€ | 10 976 K€ | -61 K€ |
| Résultat section d'investissement | -1 315 K€ | -125 K€ | 1 190 K€ |
| Restes à réaliser 2021 | | 435 K€ | |

Les dépenses réelles d'investissement sont inférieures de 1 217 K€ aux dépenses prévues en raison de 1 208 K€ de dépenses d'équipement qui n'ont pas été réalisées, soit annulées, soit reportées.

A noter : le report du programme déchetteries sur l'exercice 2022 en raison de la création d'un groupe de travail déchetteries et de l'étude KPMG sur les conditions financières et patrimoniales de reprise des déchetteries par les EPCI.

1 241 K€ de dépenses d'équipement ont été réalisées en 2021 ainsi que 435 K€ de dépenses engagées (restes à réaliser). La réalisation du casier 4 a été le principal investissement de 2021 :

| | | | | | |
|------------------------|------------------------|---------|-------------------------|--------------------------------------|---------|
| Compostage | Composteurs (250) | 15 K € | Logistique | Bennes (12) | 123 K € |
| Déchèteries | Armoires DDS (6) | 108 K € | | Divers | 11 K € |
| | Cuves huile moteur (2) | 3 K € | | Camion | 188 K € |
| ISDND de Saint-Fromond | Caméra surveillance | 9 K € | Pôle Cavigny | Divers | 11 K € |
| | Caméras thermiques | 25 K € | | Elargissement plateforme verre | 22 K € |
| | Construction casiers | 961K € | | Travaux digesteurs (RàR 2020) | 81 K € |
| | Etudes, rapports | 72 K € | Services administratifs | Ordinateurs, site internet, mobilier | 21 K € |
| | Filets anti-envols | 26 K € | | | |

Résultat d'investissement :

| | BP 2021 + DM | CA 2021 | Ecart |
|---|-------------------|------------------|-------------------|
| TOTAL Dépenses d'investissement | 12 352 K€ | 11 102 K€ | - 1 251 K€ |
| TOTAL Recettes d'investissement | 11 037 K€ | 10 976 K€ | - 61 K€ |
| Résultat section d'investissement | - 1 315 K€ | - 125 K€ | + 1 190 K€ |
| 002 - Résultat reporté - début d'exercice | 1 126 K€ | 1 126 K€ | 0 K€ |
| Résultat de la section d'investissement | - 1 315 K€ | - 125 K€ | 1 190 K€ |
| 021 / Virement de la section de fonctionnement | 257 K€ | 0 K€ | -257 K€ |
| 002 - Résultat reporté - fin d'exercice | 68 K€ | 1 000 K€ | 932 K€ |
| Restes à réaliser 2021 | | 435 K€ | 435 K€ |
| Résultat reporté - restes à réaliser | 68 K€ | 565 K€ | |

Le résultat de l'année est déficitaire de 125 K€. En ajoutant le résultat de début d'exercice, il reste 1 000 K€ à reporter sur 2 022 ainsi que 435 K€ de restes à réaliser.

M. Pien remercie Alexandra Brunet, DGS, qui continue à assurer le suivi et la responsabilité des finances et du contrôle de gestion ainsi qu'Erica Rihouey, en charge de la comptabilité.

7. Délibération n°2022-10 : Approbation du compte de gestion 2021

VU les articles L.5211-1 et L.2121-31 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Le Président informe le Comité Syndical que le compte de gestion établi par Monsieur le Trésorier Principal de Saint-Lô pour l'année 2021 est conforme au Compte Administratif de la même année.

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 050018

NOM DU POSTE COMPTABLE : SGC SAINT-LO

ETABLISSEMENT : SYNDIC POINT PORT

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

20000 - SYNDIC POINT PORT

Exercice 2021

| | RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2020 | PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2021 | RESULTAT DE L'EXERCICE 2021 | TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE | RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2021 |
|---|--|--|-----------------------------|--|--|
| I - Budget principal | | | | | |
| Investissement | 1 125 867,13 | | -125 406,04 | | 1 000 461,09 |
| Fonctionnement | 2 254 396,53 | | 417 327,68 | | 2 671 724,21 |
| TOTAL I | 3 380 263,66 | | 291 921,64 | | 3 672 185,30 |
| II - Budgets des services à caractère administratif | | | | | |
| TOTAL II | | | | | |
| III - Budgets des services à caractère industriel et commercial | | | | | |
| TOTAL III | | | | | |
| TOTAL I + II + III | 3 380 263,66 | | 291 921,64 | | 3 672 185,30 |

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le comité syndical approuve le Compte de Gestion de M. le Trésorier Principal pour l'année 2021.

8. Délibération n°2022-11 : Approbation du compte administratif 2021

VU les articles L.5211-1, L.2121-31 et L.2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Le Compte Administratif de l'année 2021 est présenté par le Président :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

| | |
|------------------------|---------------|
| Dépenses | 19 183 727,43 |
| Recettes | 19 601 055,11 |
| Résultat de l'exercice | + 417 327,68 |
| Excédent cumulé | 2 671 724,21 |

SECTION D'INVESTISSEMENT

| | |
|-----------------------------|---------------|
| Dépenses | 11 101 879,49 |
| Recettes | 10 976 473,45 |
| Résultat de l'exercice | -125 406,04 |
| Résultat exercice précédent | 1 125 867,13 |
| Excédent de Clôture | 1 000 461,09 |
| Restes à réaliser | 434 932,79 |

Les résultats du Compte Administratif sont conformes aux résultats du Compte de Gestion.

Le Président quitte la salle pour le vote

La 1ère vice-Présidente, Marie-Agnès HEROUT prend la présidence de l'assemblée.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le comité syndical approuve le compte administratif pour l'année 2021.

A l'issue du vote, le Président reprend la présidence du comité syndical et remercie les délégués.

9. Présentation du budget primitif 2022 :

La note de présentation brève et synthétique a été envoyée aux délégués avec la convocation. Un diaporama est présenté, mettant en avant les hypothèses prises en compte pour l'élaboration du BP 2022 ainsi que les principales incidences budgétaires.

| Hypothèses BP 2022 | Incidences budgétaires |
|---|--|
| Arrêt de la ligne de tri des recyclables au 31/12/2021, avec maintien du quai de transfert des recyclables et la mise en balle des cartons déchèteries | Passage du traitement en régie à un traitement en prestation (marché) qui impacte les charges à caractère général. ↗ charges à caractère général ↘ charges de personnel : arrêt des CDD et de l'intérim (800 K€), reclassement des agents titulaires, maintien de 2 ETP pour le quai de transfert + mise en balles des cartons |
| Au 01/01/2022 , passage en ECT en porte à porte pour 2 adhérents (SLA, COCM) | Année de transition : impact sur la collecte en AV des emballages et du papier (maintien de la collecte du verre); le syndicat ne collecte plus ces secteurs mais activité de retrait des CAV en 2022 et redéploiement sur d'autres territoires, recyclage des CAV, réflexion sur la reprise en régie de la collecte du verre, augmentation des tonnages traités par le prestataire de tri, baisse des tonnages d'OM |
| Renforcement des moyens humains en déchèterie pour garantir la qualité d'accueil, le conseil à l'utilisateur et une meilleure valorisation des déchets, volonté d'optimiser la filière réemploi | ↗ des charges de personnel affectées au service Déchèteries, renforcement effectué dans le cadre du reclassement interne suite à l'arrêt de la méthanisation et de la ligne de tri des recyclables |
| 18/03/2022 : remise du rapport définitif de l'expert mandaté dans le cadre du sinistre de la zone maturation | Déstockage progressif du déchet à compter de 2022, sous réserve d'avoir l'autorisation d'accéder au bâtiment. Destiné à l'enfouissement 1 265 m3 pour 243 K€ |
| Traitement de DIB à Saint-Fromond | Maximum 13 000 T ; ces recettes constituent la variable d'ajustement du BP 2022 |

Pour répondre à M. Briard, Mme Brunet indique que le Point Fort Environnement compte 86 agents, soit 25 ETP de moins qu'en 2021.

M. Briard demande ce qui va être fait des conteneurs papier et emballages qui vont être retirés du territoire de Saint-Lô Agglo suite à la mise en place de la collecte en porte à porte du bac jaune. M. Ledanois, directeur adjoint technique, indique qu'au moins la moitié de ces conteneurs ne sont pas vendables. De plus il n'y a pas réellement de marché pour ces conteneurs d'occasion car beaucoup de collectivités, à l'image du Point Fort Environnement, remplacent les conteneurs par une collecte en porte à porte. Les conteneurs en bon état sont utilisés pour partie pour le remplacement de conteneurs cassés ou des dotations complémentaires sur les 4 autres EPCI membres. Les autres sont stockés. Les conteneurs hors service seront détruits.

■ SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES :

| DEPENSES | CA 2021 | BP 2022 | Ecart |
|--|------------------|------------------|----------------|
| 011 - Charges à caractère général | 4 758 K€ | 7 614 K€ | 2 857 K€ |
| 012 - Charges de personnel | 4 137 K€ | 3 350 K€ | -787 K€ |
| 65 - Autres charges de gestion courante | 278 K€ | 315 K€ | 37 K€ |
| 66 - Charges financières | 2 130 K€ | 1 955 K€ | -175 K€ |
| 67 - Charges exceptionnelles | 1 K€ | 0 K€ | -1 K€ |
| 68 - Dotations aux provisions | 2 250 K€ | 1 755 K€ | -495 K€ |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 13 554 K€ | 14 989 K€ | 1 436 K€ |
| 042 / 6681 – IRA d'emprunt | 1 653 K€ | 0 K€ | -1 653 K€ |
| 042 / 6761 - Différences sur réalisation | 5 K€ | 0 K€ | -5 K€ |
| 042 / 6811 - Dotations aux amortissements | 2 298 K€ | 2 392 K€ | 94 K€ |
| 042 / 6862 - Dotations aux charges financières | 1 674 K€ | 1 674 K€ | 0 K€ |
| Opérations d'ordre | 5 630 K€ | 4 067 K€ | -1 563 K€ |
| TOTAL Dépenses de fonctionnement | 19 184 K€ | 19 056 K€ | -127 K€ |

Sur l'exercice 2022, les charges à caractère général sont en forte hausse en raison :

- de la prestation de transport et de tri (centre de tri ECOSPHERE) pour la collecte sélective suite à la fermeture du centre de tri de Cavigny (1 581 K€) ;
- de la hausse de 160 K€ de la TGAP due sur les OMR/encombrants. En effet, la hausse de +10€/tonne (effet prix) de la TGAP au 1/1/22 annihile totalement l'effet volume lié à la baisse escomptée de 14% des tonnages enfouis ;
- de la hausse du montant de TGAP à reverser sur les DIB enfouis (58€/t x 13 000 t), soit +754 K€ ;
- de l'inscription d'une somme de 175 K€ pour transporter l'argile qui doit être excavé pour la réalisation du casier 5. M. Ledanois précise que l'excédent total d'argile est évalué à 200 000 m³, dont 35 000 m³ à enlever à courte échéance.

Les charges de personnel sont en baisse de 787 K€, soit -19%, représentant -25 ETP par rapport à 2021. Cette baisse correspond à la fin des CDD à l'unité de tri de Cavigny et à la méthanisation. Les agents titulaires sont reclassés principalement dans le service déchetteries et à la maintenance.

Les charges financières sont en baisse de 175 K€, car il n'y a pas eu de nouvel emprunt souscrit et la renégociation de 3 emprunts en 2021 permet une économie de charges financières. Pour mémoire, à fin 2022, le montant du capital restant dû de l'ensemble des emprunts s'élève à 61 millions d'€.

■ SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES :

| RECETTES | CA 2021 | BP 2022 | Ecart |
|---|------------------|------------------|----------------|
| 013 - Atténuation de charges | 273 K€ | 200 K€ | -73 K€ |
| 70 - Produits des services | 1 916 K€ | 3 347 K€ | 1 431 K€ |
| 74 - Participations des communes | 10 446 K€ | 10 446 K€ | 0 K€ |
| 74 - Participations autres organismes | 2 073 K€ | 1 787 K€ | -287 K€ |
| 75 - Autres produits de gestion courante | 47 K€ | 34 K€ | -13 K€ |
| 76 - Produits financiers | 2 959 K€ | 2 959 K€ | -0 K€ |
| 77 - Produits exceptionnels | 65 K€ | 132 K€ | 67 K€ |
| Recettes réelles de fonctionnement | 17 779 K€ | 18 905 K€ | 1 125 K€ |
| 042 / 777 - Quote-part des subventions | 152 K€ | 152 K€ | 0 K€ |
| 042 / 7811 - Reprises sur amortissement des immobilisations | 17 K€ | 0 K€ | -17 K€ |
| 042 / 796 - Transferts de charges financières | 1 653 K€ | 0 K€ | -1 653 K€ |
| Opérations d'ordre | 1 822 K€ | 152 K€ | -1 670 K€ |
| TOTAL Recettes de fonctionnement | 19 601 K€ | 19 056 K€ | -545 K€ |
| Résultat section de fonctionnement | 417 K€ | 0 K€ | -417 K€ |

Les produits des services sont prévus en hausse de 1 431 K€ en raison de l'inscription de 13 000 t de DIB pour 2 162 K€. Pour rappel, le traitement de DIB sert à optimiser l'exploitation du casier à l'ISDND et à être la variable d'ajustement du budget. Le principe de prudence a été appliqué concernant le prix de reprise des matériaux recyclables (544 K€ inscrits en 2022 contre 1 147 K€ réalisés en 2021). M. Pien précise que bien que la collecte sélective parte au centre de tri ECOSPHERE à Villedieu, les recettes liées aux ventes de matériaux restent au Point Fort Environnement.

Le principe de prudence est également appliqué concernant la participation des autres organismes, et notamment CITEO.

La participation globale des adhérents est constante, comme prévu dans la feuille de route. Elle s'élève en moyenne à 89€/habitant. La hausse de la TGAP de + 167 K€ par rapport à 2021 est compensée par la baisse de la participation de base de 169 K€.

| | 2022 | Population municipale | kg d'OM / hab | Montant | |
|--|------------------|--------------------------|----------------|---------------|-----------------------------|
| Participation de base | 7 350 K€ | Saint-Lô agglo | 76 116 | 200 kg | 6 908 K€ 91 € / hab |
| Financement du plan de provisionnement des IRA | 1 750 K€ | Baie du Cotentin | 13 627 | 248 kg | 1 353 K€ 99 € / hab |
| TGAP | 1 272 K€ | Coutances Mer et Bocage | 5 860 | 135 kg | 464 K€ 79 € / hab |
| Taxe foncière | 74 K€ | Côte Ouest Centre Manche | 5 570 | 173 kg | 478 K€ 86 € / hab |
| TOTAL | 10 446 K€ | Villedieu Intercom | 15 646 | 137 kg | 1 243 K€ 79 € / hab |
| En € / habitant | 89 € / hb | | 116 819 | 193 kg | 10 446 K€ 89 € / hab |

■ SECTION DE FONCTIONNEMENT – RESULTAT :

| | CA 2021 | BP 2022 | Ecart |
|---|------------------|------------------|-----------------|
| TOTAL Dépenses de fonctionnement | 19 184 K€ | 19 056 K€ | -127 K€ |
| TOTAL Recettes de fonctionnement | 19 601 K€ | 19 056 K€ | -545 K€ |
| Résultat section de fonctionnement | 417 K€ | 0 K€ | - 417 K€ |
| 002 - Résultat reporté - début d'exercice | 2 254 K€ | 2 672 K€ | 417 K€ |
| Résultat de la section de fonctionnement | 417 K€ | 0 K€ | - 417 K€ |
| 023 - Virement à la section d'investissement | 0 K€ | - 341 K€ | - 341 K€ |
| 002 - Résultat reporté - fin d'exercice | 2 672 K€ | 2 331 K€ | - 341 K€ |

Le résultat de l'exercice est prévu à l'équilibre. Un virement à la section d'investissement de 341 K€ est budgété pour autofinancer les dépenses d'équipement. Par conséquent, le résultat à reporter en fin d'exercice est estimé à 2 331 K€.

■ SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES :

Il n'est prévu aucun nouvel emprunt sur l'exercice 2022.

Les dépenses d'équipement sont évaluées à 2 185 K€ (tableau ci-dessous) ainsi que 435 K€ de restes à réaliser.

| | | | | | |
|---------------------|---|-----------|-------------------------|--------------------------------------|---------|
| Déchèteries | AMO sécurisation + St Lô + optimisation | 180 K € | Logistique | Bennes (15) | 150 K € |
| | Dispositifs anti-chutes | 117 K € | | Remorque | 40 K € |
| | Abri et cuves huile | 55 K € | | Divers | 35 K € |
| ISDI | Remise en état SMB | 26 K € | Pôle Cavigny | Reconditionnement presse à balles | 72 K € |
| ISDND Saint-Fromond | Construction casiers | 1 257 K € | | Porte sectionnelle et hublot | 24 K € |
| | Réfection voirie, haies, clôtures, vidéosurveillance, renouvellement matériel ... | 185 K € | | Divers | 3 K € |
| | | | Services administratifs | Ordinateurs, site internet, mobilier | 40 K € |

Le résultat de la section d'investissement est estimé à -1 342 K€, financé par le résultat reporté au début de l'exercice de 1 000 K€ et par un virement de 341 K€ de la section de fonctionnement.

10. Délibération n°2022-12 : Approbation du budget primitif 2022

Le budget primitif 2022 a été transmis aux délégués avec la convocation pour cette Assemblée.

Ce projet prévoit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses 19 056 236,95 € + 341 039,99 (virt à la section d'invnt)
Recettes 19 056 236,95 € + 2 671 724,21 € (résultat 2021 reporté) = 21 727 961,16 €

SECTION D'INVESTISSEMENT

Dépenses 5 385 190,93€ + 434 932,79€ (RAR) = 5 820 123,72€
Recettes 4 478 623,24€ + 341 039,39€ (virt de section de fonctt) + 1 000 461,09€ (résultat 2021) = 5 820 123,72€

TOTAL BP 2022

Dépenses 25 217 400,06€
Recettes 27 548 084,88€

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le comité syndical approuve le budget primitif proposé pour l'année 2022.

A l'issue du vote du budget, Mme Métral demande si des points d'étape de suivi budgétaire seront réalisés. M. Pien répond que oui, qu'il y a un suivi très précis du budget, dans le cadre du contrôle de gestion exercé par Alexandra Brunet.

M. Varin, vice-Président en charge de la stratégie financière, salue, au nom des présidents des EPCI membres, le travail réalisé en Bureau et en comité syndical, ainsi que les efforts réalisés par les agents, dont l'effectif a baissé de 25 ETP (équivalent temps plein) et les EPCI pour leurs efforts faits sur la collecte. Il remercie aussi les usagers/contribuables pour leur effort financier et leur tri en faveur du développement durable. Il rappelle l'approche pragmatique du Bureau : l'arrêt de la méthanisation ; concernant le plan de relance, le Point Fort Environnement n'a pas pu candidater cette année car il ne disposait pas de la capacité financière à financer le reste à charge des investissements. Au vu de l'évolution de la situation financière, ce pourra peut-être être envisageable l'année prochaine.

11. Délibération n°2022-13 : Autorisation de programme (AP) et crédits de paiement (CP)

L'annualité budgétaire est un des principes des finances publiques. Néanmoins, les collectivités territoriales peuvent utiliser des autorisations de programme (AP) pour gérer certains projets d'envergure sur plusieurs exercices budgétaires. La procédure des AP/CP est une dérogation à ce principe budgétaire.

Les autorisations de programme constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour l'exécution des investissements. Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes.

L'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement.

Les autorisations de programme et leurs révisions éventuelles doivent faire l'objet d'une délibération distincte de celle du budget

Ainsi, l'AP/CP est adapté pour le programme de « modernisation et de sécurisation des déchetteries » ainsi que pour la « construction des casiers à l'ISDND de Saint-Fromond »

Programme (AP/CP) : Modernisation et sécurisation du réseau de déchetteries

| Code opération | Libellé de l'opération | TOTAL AP | Crédit de paiement 2022 | Crédit de paiement 2023 | Crédit de paiement 2024 |
|----------------------|-------------------------------------|--------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| 9019 | Déchèterie de Saint-Lô | 1 695 000 € | 195 000 € | 1 500 000 € | 0 € |
| 9022 | Déchèterie de Condé-sur-Vire | 109 292 € | 20 492 € | 18 000 € | 70 800 € |
| 9023 | Déchèterie de Pont-Hébert | 111 600 € | 9 600 € | 42 000 € | 60 000 € |
| 9025 | Déchèterie de Villedieu | 129 000 € | 15 000 € | 48 000 € | 66 000 € |
| 9029 | Déchèterie de Marigny | 84 092 € | 16 892 € | 18 000 € | 49 200 € |
| 9030 | Déchèterie de Le Désert | 95 492 € | 11 492 € | 36 000 € | 48 000 € |
| 9031 | Déchèterie de St Martin de Bonfossé | 87 600 € | 9 600 € | 0 € | 78 000 € |
| 9032 | Déchèterie St Clair | 88 892 € | 7 292 € | 18 000 € | 63 600 € |
| 9034 | Déchèterie Tessy | 115 292 € | 16 892 € | 42 000 € | 56 400 € |
| 9035 | Déchèterie de St Sauveur Lendelin | 93 000 € | 9 600 € | 36 000 € | 47 400 € |
| 9036 | Déchèterie Carentan | 146 600 € | 13 400 € | 66 000 € | 67 200 € |
| 9037 | Déchèterie Périers | 91 800 € | 15 000 € | 18 000 € | 58 800 € |
| 9042 | Déchèterie de Percy | 130 292 € | 11 492 € | 66 000 € | 52 800 € |
| Total général | | 2 977 952 € | 351 752 € | 1 908 000 € | 718 200 € |

Programme (AP/CP) : Construction des casiers à l'ISDND de St-Fromond

| Code opération | Libellé de l'opération | TOTAL AP | Crédit de paiement 2022 | Crédit de paiement 2023 | Crédit de paiement 2024 | Crédit de paiement 2025 | Crédit de paiement 2026 | Crédit de paiement 2027 |
|----------------------|------------------------|--------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| 9027 | ISDND ST FROMOND | 4 073 700 € | 1 237 200 € | 977 500 € | 0 € | 929 500 € | 0 € | 929 500 € |
| Total général | | 4 073 700 € | 1 237 200 € | 977 500 € | 0 € | 929 500 € | 0 € | 929 500 € |

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le comité syndical :

- approuve le principe de mise en place des Autorisations de Programme et de Crédits de Paiement
- approuve la création des deux autorisations de programme telles que détaillées ci-dessus
- autorise le Président à engager les dépenses des deux opérations précitées, à hauteur de l'autorisation de programme et à mandater les dépenses afférentes

Les crédits de paiement 2022 sont inscrits au budget primitif 2022 sur ces deux opérations.

L'ordre du jour étant épuisé, et en l'absence de questions diverses, M. Pien lève la séance à 17h.

Le secrétaire de séance,
Antoine AUBRY

Le Président,
Laurent PIEN

